

## L'OPPOSITION ET L'AGGRAVATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

## «On vous a pourtant prévenus !»

**Les aveux du Premier ministre, avant-hier, quant à la gravité de la crise du pays n'ont pas été, comme il fallait s'y attendre, pour «déplaire à l'opposition». Loin de «s'applaudir» puisque, selon des chefs de partis de ce pan de la classe politique, il ne s'agit pas de «s'attribuer des glorioles alors que le pays sombre dangereusement dans l'abîme». Mais le constat est là, le chef de l'exécutif encense l'opposition en faisant sien son diagnos-**

**tic qu'elle n'a de cesse de crier depuis des mois. La crise dont avertissait l'opposition est bien là et c'est Abdelmalek Sellal qui en fait l'aveu.**

**Mais une question coule de source : peut-on «traiter» cette crise avec le même personnel ou presque qui a eu à «gérer» la période faste de l'opulence ? Certainement pas et ce ne sont pas les légers liftings opérés tout récemment à certains niveaux de responsabilité qui permettront d'y**

**voir une volonté de faire face à cette sombre perspective.**

**Sans le soutien du peuple à qui il sera inévitablement demandé d'en supporter le poids, aucun exécutif ne pourra prétendre à la prouesse d'affronter cette crise sans une légitimité. Un point constituant le nœud gordien du bras de fer entre l'opposition et le pouvoir.**

**M. Kebci**

**Atmane Mazouz (chargé de la communication du RCD) : «le gouvernement est seul responsable du fiasco économique du pays»**



«La faillite de l'économie algérienne est enfin reconnue après des années de mensonges et de constats erronés. Dans les pays qui se respectent, la sentence aurait été la démission de tous ceux qui sont responsables de cette crise accrue. Si les autorités ont enfin avoué la gravité de la situation et que le naufrage approche, elles sont toutefois incapables d'en endiguer les conséquences et de trouver des solutions à la gravité de la crise. Sellal, qui déclare que la situation est sous contrôle, doit savoir que son gouvernement est inapte et que les Algériens ne leur font même pas confiance pour la gestion de la petite épicerie du coin.

Espérer faire bonne figure par des changements tape-à-l'œil et des décisions poudre aux yeux ne peuvent cacher l'échec de toute une gouvernance fondée par la corruption et des institutions illégitimes. Cette façon pernicieuse consistant à faire sauter des fusibles et à présenter les choses en suggérant que le mal est dans certaines capacités managériales des cadres d'entreprise qu'on sacrifie pour introniser les nouvelles recrues du clan et que le gouvernement est absout de critiques est inacceptable. Le gouvernement est seul responsable du fiasco économique du pays.

La sortie de Sellal a un mérite. Le pouvoir est responsable de la banqueroute et aucune annonce ne peut cacher la dure réalité qui attend les

Algériens par la faute d'un système décidé à sacrifier l'Algérie pour survivre.»

**Soufiane Djillali (président de Jil Jadid) : «sabah el kheïr, Monsieur Sellal»**



Après de longs mois de déni de la réalité, choqué par la chute imprévue du prix du pétrole, le pouvoir semble sortir de sa torpeur. C'est qu'il revient de loin !

Après avoir dilapidé les biens de la nation, pioché sans aucune précaution dans les caisses de l'Etat, distribué à tout-va l'argent public sans aucun contrôle et en dehors de toute loi (voire la précampagne 2013-2014), enrichi les copains et les coquins, acheté la paix sociale en cultivant la corruption des âmes et des esprits, voilà que ces messieurs s'inquiètent pour l'avenir de nos réserves de change tout en nous annonçant un futur endettement !

Il y a un peu plus d'une année, M. Sellal, alors directeur de campagne d'un candidat fantôme, promettait monts et merveilles à des auditoires crédules que «la crise ne nous concerne pas», que «Mascara allait devenir la Californie», que «nous allons construire deux millions de logements», que «nous allons créer des millions d'emplois»... Qu'il était facile de dire aux jeunes : «vous avez l'argent de l'Ansej pour vous marier».

Et bien entendu, ceux qui s'opposaient à cette folie, ceux qui dénonçaient la destruction de l'économie et les politiques suicidaires du pouvoir, ceux qui prévoyaient depuis des années la fin du pétrole et les consé-

quences gravissimes de notre dépendance absolue à sa rente, tous ceux-là étaient taxés de pessimistes, de politiciens malintentionnés, ou de traîtres à la solde de l'étranger, voire du terrorisme international. Après 15 ans de dissolution programmée de la société algérienne (mensonges d'Etat, trafic, corruption généralisée, prédation systémique, destruction de l'école et de l'université, détournements de deniers publics et du foncier...), l'Algérie est entrée dans la dernière phase du plan, le 17 avril 2014 : la destruction de l'Etat. Maintenir à la tête de l'Etat un homme qui a été à la source de l'échec national durant trois mandats en dirigeant le pays comme sa propriété privée tout en cultivant le culte totémique était un acte gravissime. Mais lorsqu'on sait qu'il ne reste de l'homme-dieu que quelques images trafiquées dont les Algériens normaux ont honte, l'ampleur du complot destructif contre l'Algérie apparaît dans toute sa laideur. Après avoir bloqué le développement du pays, empêché le véritable investissement productif, favorisé odieusement les circuits mafieux de l'importation, acheté le silence des puissances en leur offrant les richesses du peuple, et surtout détruit la véritable élite, ce pouvoir, par la bouche de M. Sellal, vient nous annoncer qu'il va devoir «siphonner» le reste des réserves d'ici 2019 !

Depuis 1999, le peuple a eu «droit» à une loi de finances pour budgétiser environ 50% de ses revenus. Les autres 50% étaient à disposition du gouvernement sans loi et sans contrôle. Le régime de M. Bouteflika a utilisé à sa convenance autant d'argent que le reste des Algériens !

Maintenant que le désastre pointe à l'horizon, que la «casse» sera inéluctable, le pouvoir nous promet de consommer (pour lui, bien entendu) jusqu'au dernier centime les avoirs du pays, puis de nous endetter de nouveau !!!

A l'évidence, si les Algériens ne veulent pas réagir et prendre leur responsabilité, ce pouvoir ne lâchera le pays qu'une fois rongé comme le sont ces victimes tombées dans des eaux infestées de piranhas !»

**Abdelaziz Bélaïd (président du Front El-Moustaqbal) : «pour un dialogue global»**



«Le gouvernement ne peut pas gérer les affaires du pays tout seul. L'association des partis et de la société civile est plus que primordiale. Il y a nécessité d'un dialogue qui ne doit faire l'économie d'aucun secteur : économie, social, culture,... seul à même de pouvoir faire face à toutes les éventualités.»

**Noureddine Bahbouh (secrétaire général de l'UFDS) : «le pouvoir fonctionne par improvisation»**

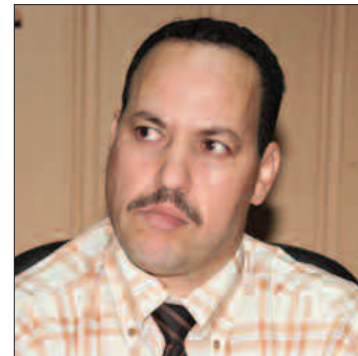


«C'est quand même paradoxal. Ce dont nous avertissons à chaque fois, le pouvoir l'adopte après non sans avoir au préalable diabolisé et traité de tous les noms l'opposition. Quand on a averti de la dégringolade des cours du pétrole, on nous a accusés de prôner un discours alarmiste et pessimiste, quand on a parlé de transparence des élections, on nous a encore accusés de courir après des

postes, quand on a traité du gaz de schiste et de la nécessité d'ouvrir un dialogue, on nous a collé l'étiquette de déstabilisateurs du pays et d'attenter à sa sécurité. Pourtant, cette opposition qui avertit, qui prévoit, qui a le sens de la perspicacité et de la prévoyance est dans son rôle contrairement au pouvoir qui fonctionne par improvisation.

Mais l'Histoire et le temps ont bien fini par donner raison à cette opposition.»

**Mohamed Hadibi (chargé de la communication au Mouvement Nahda) : «les déclarations du Premier ministre sont une annonce de la faillite de l'Etat algérien financièrement et économiquement après la faillite politique»**



Le timing de ces annonces, le lendemain d'un remaniement gouvernemental, est une manière de se dédouaner de toute responsabilité politique et éthique quant aux résultats d'une gestion d'un pouvoir de l'économie et ses programmes en cette période et la levée de toute responsabilité de l'action gouvernementale à l'avenir.

Devant cette situation grave, le Mouvement Nahda invite la classe politique sérieuse à une position responsable pour sauver l'Etat qui passe par une période de provocations graves et hypothèque ses capacités et ses décisions en dehors de la volonté populaire.»

**Propos recueillis par M. K.**

## BRUXELLES SAIT POURQUOI SELLAL PARLA AINSI

## La cigale et le fourbi

**Sellal, en installant le nouveau responsable de Sonatrach, a délivré des messages à l'attention de l'Union européenne, Bruxelles a compris. Ça sera rude pour tout le monde et que pour les parts de marché en Algérie, il faudra se battre à mort...**

**De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

Bruxelles relève que Sellal n'a pas parlé comme Abdelhamid Brahimi qui a déclaré en 1986 : «Grâce au Président Chadli, l'Algérie est à l'abri de la crise actuelle et de toute crise à venir.» Les prophéties de Hamid la Science ont été ce qu'elles ont été, les Européens sont attentifs à la question algérienne, tant économique que politique. Le Vieux Continent a appris, à travers son histoire mouvementée, «à maîtriser les techniques de la natation tout en ayant l'œil sur la tenue de

sortie laissée au bord de l'eau (ioème ouiâsse ala houaidjou). Tant et tant de relations, d'accords, de conventions, de liens liés au réel et à l'irrationnel, raccordant les deux entités.

En plus, les signaux du Premier ministre algérien, ont été lancés lors de l'installation du nouveau P-dg de Sonatrach. Encore une raison supplémentaire d'analyser avec minutie les propos de Sellal. L'Union européenne est dépendante des énergies fossiles algériennes et russes pour l'essentiel. Bruxelles a donc retenu le plus probant dans le discours — nouveau — du presque président, au moins au niveau protocolaire, de la parole d'Etat algérien. Trois points ont retenu l'attention, ici. Le premier est que le nouveau patron de Sonatrach n'est pas intérimaire et qu'il sait — selon des indiscrétions bruxelloises — consensuel au niveau des pouvoirs décisionnels du pays. C'est mieux qu'une gestion approximative due au fait que le responsable du secteur, non validé par une nomination effective d'Etat, ne peut rien entreprendre de sérieux. Surtout dans une zone d'influence par laquelle est passé Chakib Khelil ! Sur cette question, l'Union européenne ne joue pas

aux dés, elle s'engage sur du sérieux, du long terme, pas sur du vent. Mazouzi semble, à cet égard, satisfaire l'interlocuteur européen. D'autant plus que Sellal, lors de l'intronisation du désormais gardien de la vache des orphelins algériens qu'est Sonatrach, a donné des garanties quant à non seulement la poursuite mais l'accélération des rythmes d'exploration et d'exploitation des énergies conventionnelles actuelles. C'est rassurant pour Bruxelles qui ne tient pas tant que ça à se rabattre sur la Russie exclusivement en cas de ralentissement de la production algérienne. C'était le deuxième point auquel les experts des 28 ont prêté, particulièrement, l'oreille. Le troisième étant la reconnaissance au plus haut niveau décisionnel de perturbations financières à la baisse. D'un mot, l'Algérie qui déclare «la situation à laquelle est confronté le pays est délicate», permet une lecture des enjeux actuels et à venir.

Les Européens étant confrontés à une crise des plus angoissantes depuis, au moins, 2008, préfèrent ce diagnostic cruel aux fausses statistiques, aux chiffres erronés et aux promesses à l'emporte-pièce. L'UE sait, dorénavant, que

l'Algérie — si tant est qu'elle ne le savait pas avant — importera moins de produits de la Vieille Dame (Europe et non pas Juventus de Turin) et que l'embellie financière du pays est derrière tout le monde. Mieux vaut le savoir en le disant et mieux vaut que Sellal le dise. Pourtant, la mauvaise passe dans laquelle se trouve l'Algérie ne réjouit pas Bruxelles. Loin s'en faut ! Les 28 savent, désormais, qu'il faudra se battre à mort pour conquérir les parts de marché en Algérie, hormis les hydrocarbures. Contre le reste du monde, d'abord (Chinois, Américains et autres) et entre eux. L'Union européenne étant un montage complexe où, certes, la devise est «un pour tous», alors que la réalité est «chacun pour soi».

Les incursions françaises en Algérie et hors Union européenne ne plaisent pas, toujours, ici. Les Allemands, les Britanniques, les Italiens, les Espagnols ne resteront pas en reste du gâteau Algérie. Ils n'ont jamais, à vrai dire, été en reste. C'est rude pour tout le monde. Sellal n'a pas été sur les traces de Hamid la Science, c'est toujours ça de su pour Bruxelles.

**A. M.**